

Commission : Conseil économique et social

Question : Les terres agricoles dans le monde : quelles propriétés pour quelles utilisations ?

Auteur : Venezuela

Depuis des décennies, la principale activité économique du Venezuela est l'exploitation et le raffinage du pétrole, en vue de son exportation et de sa consommation intérieure. Cette économie connaît une baisse sans précédent depuis une dizaine d'années. En 2014, le Venezuela est le pays à avoir subi la plus forte inflation au niveau mondial (+ 68 %), et avec l'effondrement des cours du pétrole, la pauvreté a significativement augmenté. L'économie vénézuélienne est donc entrée dans une période de crise. En dépit des nombreuses richesses naturelles de leur pays, les Vénézuéliens doivent désormais faire la queue pour se procurer une grande quantité de produits de la consommation courante, comme l'huile, le sucre, les médicaments, etc.

Une meilleure connaissance des possibilités et limites offertes par les terres du Venezuela est aujourd'hui essentielle pour mieux maîtriser l'exploitation de ses terres et le zonage agricole, délimiter les infrastructures routières et celles dédiées aux activités urbaines, et désigner les domaines prioritaires en matière de recherche agricole.

La dernière enquête en date sur la disponibilité des terres agricoles au Venezuela a été menée en 2000, et a abouti à la publication d'un rapport : "L'Agriculture souhaitable". Cet ouvrage indique que seulement 2 % environ des terres du Venezuela sont considérées comme étant des terres agricoles de bonne qualité ; 10 % de ses terres sont jugées comme étant de qualité moyenne, mais néanmoins appropriée pour l'agriculture - leurs rendements étant en revanche très limités ; 44 % des terres conviennent au pâturage et au développement des forêts ; 42 % peuvent être cultivées dans certaines zones, ou fournir des pâtures aux animaux, même si le passage de l'homme s'y fait difficilement ; et 2 % sont jugées de faible qualité, en raison de la salinité du sol et des facteurs extrêmes de drainage.

Rappelons que la production agricole recouvre non seulement la production de fruits, légumes, céréales... mais aussi l'élevage des animaux et l'alimentation qui leur est nécessaire, la floriculture, la production de bois, etc. Ces zones devraient être mieux protégées et encadrées par la loi, si l'on veut continuer de bénéficier des nombreuses ressources naturelles qu'elles fournissent. Il faudrait aussi veiller à mieux encadrer le marketing, la transformation, le stockage, le transport et la protection de la consommation des produits agricoles, activités garantissant une valeur ajoutée aux producteurs, une alimentation saine, une meilleure répartition du développement économique et la mobilité sociale des agriculteurs et producteurs.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi des terres et de développement agraire (2010), le secteur agro-alimentaire a commencé à bénéficier d'importantes réalisations juridiques. Ces réalisations juridiques affectent directement l'amélioration de la qualité de vie des agriculteurs, et encouragent une utilisation optimale et la distribution des terres pour l'exploitation des ressources naturelles, ce qui devrait, à terme, permettre d'assurer le développement de l'agriculture durable (*sustainable agriculture development*) et la sécurité alimentaire au sein de notre pays.

Ainsi, avec les informations dont nous disposons aujourd'hui, nous avons l'intention d'analyser le potentiel des terres vénézuéliennes pour en profiter au mieux et assurer la sécurité alimentaire de nos citoyens, tout en favorisant notre économie.